



Une jeunesse désespérée par la nouvelle fermeture des lieux de sortie se retrouve à la gare. (DÉSIRÉE GOOD/13 PHOTO POUR LE TEMPS)

A Zurich, les jeunes jouent au chat et à la souris avec la police

CRISE SANITAIRE La gare de Zurich Stadelhofen attire des jeunes de tous les cantons alémaniques en mal de divertissement. Lassés des restrictions, ils tuent l'ennui comme ils peuvent et s'amuse de interventions policières

CÉLINE ZÜND, ZÜRICH
@celinezund

Les températures polaires n'ont pas empêché Isabella et ses amies, âgées de 15 à 18 ans, de se donner rendez-vous à Zurich Stadelhofen samedi soir. Elles viennent de Winterthur, de Bâle ou encore de Soleure. «Chez nous il ne se passe rien, les rues sont vides. Ici, il y a du monde, la police, c'est drôle», dit la jeune femme emmitoufflée dans sa parka. «On écoute de la musique, on danse.» «Et si ça ne suffit pas pour se réchauffer, on a l'alcool. Ou les courses poursuivies avec les flics!» renchérit son amie, masque sur le menton, dans un large sourire rouge vif. Quelques minutes plus tard, des aboiements de chiens retentissent sur le quai d'en face. Des adolescents détalent pour échapper au contrôle de la police.

Cette gare secondaire de Zurich s'est transformée en pôle d'attraction pour une jeunesse alémanique confinée en mal de divertissement. Surtout depuis les événements du premier week-end de février. La police est intervenue pour mettre fin à une agression homophobe. Des images de cette nuit de tumulte ont circulé sur les réseaux sociaux et dans les médias, contribuant à faire du périmètre entre Stadelhofen et les rives du lac un endroit où «quelque chose se passe».

Cette partie de la ville a toujours été un lieu de sortie propice aux dérapages, relève Mathias Ninck, responsable de la communication pour la ville, qui se veut rassurant: «Il n'y a pas de signe de révolte en cours, à Zurich. Nous sommes très loin d'une situation de violence comme aux Pays-Bas. En fait, nous sommes même étonnés de voir à quel point cela se passe bien avec les jeunes: la plupart respectent les règles. Ils ne se montrent pas agressifs. Plutôt déprimés.»

«Les frustrations s'accroissent»

Mais l'impatience gronde. Signe que la tension est montée d'un cran, la ville a fortement renforcé la présence policière samedi soir et envoyé des agents de la SIP sur le terrain, l'unité chargée de la prévention des conflits sociaux. Les forces de l'ordre collaborent avec les tra-

vailleurs de l'OJA (Offene Jugendarbeit Zürich), une association responsable de plusieurs établissements de rencontre pour adolescents à Zurich. «On sent l'effet du lockdown», observe Agron Ibraj, actif depuis plus de vingt ans pour cette organisation. Lui redoute que la situation ne devienne explosive à l'arrivée du printemps. «Avec la fermeture de la plupart des lieux de rencontre, les jeunes se retrouvent plus souvent dans la rue, sans adulte pour jouer le rôle de régulateur. Ils s'ennuient. Les frustrations s'accroissent», ajoute-t-il.

«Il n'y a pas de signe de révolte en cours. La plupart des jeunes respectent les règles. Ils ne se montrent pas agressifs. Plutôt déprimés»

MATHIAS NINCK, RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION POUR LA VILLE DE ZÜRICH

Depuis mai 2020, les travailleurs sociaux de l'OJA arpentent aussi les rues, deux à trois fois par semaine. Mais ce samedi soir, l'adrénaline rend les contacts difficiles. Les jeunes sont trop occupés à jouer au chat et à la souris avec la police: «Ils sont dans un film d'action en ce moment», lâche Agron Ibraj. Au cours de ses rondes, il a pu percevoir la grande incertitude qui gagne la génération née au début des années 2000. A un âge qui devrait être celui de tous les possibles, ils se voient réduits à attendre la fin des restrictions. «La situation s'est détériorée par rapport au premier confinement. Passer du temps hors de leur famille, loin des parents, reste essentiel pour la construction identitaire des kids», dit-il. A cela s'ajoutent les incertitudes liées au futur: «Ils sont nombreux à se demander s'ils vont pouvoir trouver une place d'apprentissage. Les jeunes manquent de soupape de décompression et ont de plus en plus de mal à supporter la solitude. Alors ils sortent.»

«Pourquoi ils nous visent?»

Sur les escaliers qui mènent à l'opéra, au bout de la Sechseläutenplatz, Hicham, Avsin et Oscar, 17 ans, sirotent de la vodka dans des gobelets en plastique.

Ils sont venus de Regensdorf, dans l'agglomération zurichoise pour «voir du monde». Quatre policiers s'approchent et récoltent les pièces d'identité de chacun. Puis ils fouillent les poches, les sacs et enregistrent les noms des adolescents. Hicham et ses amis se voient interdits de périmètre pour les 24 prochaines heures. «La semaine dernière, il y a eu de la bagarre. La population veut une plus forte présence policière ici. Il faut agir avant que les problèmes ne surviennent», justifie un agent d'une voix grave.

Le dépit se lit sur le visage d'Hicham alors qu'il regarde les hommes en uniforme s'éloigner. «Pourquoi ils nous visent nous en particulier?» La présence policière dissipe les fêtes, mais alimente aussi le mécontentement et la frustration chez des jeunes venus chercher un peu de liberté. Au risque d'alimenter la défiance à l'égard des autorités. Devant la gare, les interpellations se poursuivent. «Ils nous traitent comme des animaux! Mais qu'est-ce qu'on peut faire, c'est eux qui ont le pouvoir», gronde Alex, 14 ans.

Quand la pression policière devient trop grande autour de la gare, les adolescents se rabattent sur les bords du lac, ou s'engouffrent par grappes dans l'un des nombreux trains passant par Stadelhofen. Ils font des allers-retours, le temps de se réchauffer.

A la gare principale, les fêtes ont trouvé refuge dans les étages inférieurs, entre les vitrines des boutiques plongées dans le noir. Ils passent de la musique, dansent, déambulent en petits groupes. Deux jeunes femmes, l'air las, attendent le dernier train qui les ramènera à Aarau. Delia estime que sa génération paie le prix fort des mesures anti-covid: «Je vais fêter mes 18 ans, mais j'ai l'impression de passer à côté d'un moment important», dit-elle, tandis que derrière elle des policiers ont aligné une quinzaine de jeunes contre un mur pour procéder à des contrôles d'identité. «Il n'y a rien à faire, alors on traîne», poursuit la jeune femme, que la scène, sans doute devenue habituelle, laisse indifférente. «On fait des tours en voiture parce qu'au moins comme ça on peut s'amuser sans masque», ajoute son amie Louana, 15 ans. L'adolescente, en dernière année scolaire, cherche une place d'apprentissage: «J'ai déposé 25 dossiers, mais je ne reçois que des refus. Et quand je sors, j'ai peur de contaminer mes parents, qui sont à risque.» Pourtant, lorsqu'elle pense à l'avenir, elle préfère rester optimiste: «Les vacances arrivent. C'est bientôt terminé.»

MAIS ENCORE

Une fête illégale à Neuchâtel
Une fête illégale, réunissant une centaine de personnes, s'est tenue samedi dans les locaux d'une société d'étudiants à Neuchâtel. La police y a mis un terme et a interpellé trois personnes. (ATS)

«N'importe qui pouvait tuer n'importe qui»

CRIMES DE GUERRE Un premier plaignant a été auditionné lundi au TPF de Bellinzone lors du procès de l'ancien chef rebelle Alieu Kosiah, présumé auteur de crimes de guerre lors du premier conflit armé civil au Liberia. Il dépeint l'horreur dans lequel la population vivait

ANDRÉE-MARIE DUSSAULT, BELLINZONE

Le procès historique d'Alieu Kosiah – premier ressortissant libérien à être jugé pour des crimes de guerre présumés commis pendant la première guerre civile (1989-1997) au Liberia – a entamé ce lundi au Tribunal pénal fédéral (TPF) sa deuxième phase. Celle-ci durera trois semaines: la première est réservée à l'audition des parties plaignantes, la deuxième à celle des témoins et la dernière aux plaidoiries. Dans le cadre de ce premier procès en droit international tenu par le TPF, six des sept plaignants qui n'avaient pas pu se rendre en Suisse pour la phase initiale en décembre, lorsque Alieu Kosiah avait été auditionné, étaient présents à Bellinzone. Ils ont eu accès, avant leur audition, à l'enregistrement des propos du prévenu, également présent au TPF, défendu par Me Dimitri Gianoli et qui conteste les 25 chefs d'accusation pesant contre lui. Agé de 45 ans, l'accusé est en détention provisoire depuis 2014 à Berne.

Durant cette première journée, le président de la Cour des affaires pénales, Jean-Luc Bacher, a longuement questionné S.

Témoignage terrifiant

S. a porté plainte contre Alieu Kosiah pour avoir donné l'ordre de tuer sept civils à Zorzor (deuxième ville du comté de Lofa, au nord-ouest du Liberia), dont son frère faisait partie. Né en 1978, lors du premier conflit armé au Liberia, S. vivait à Zorzor avant de fuir pour la Guinée.

Il a fait valoir que dans un premier temps, le Front national patriotique du Liberia (NPFL) de Charles Taylor est arrivé à Zorzor, avant que ne débarque le Mouvement uni de libération pour la démocratie au Liberia (Ulimo) d'Alieu Kosiah. «Les factions entraient dans la ville en criant leur nom, tirant des coups de feu, semant la frayeur chez les habitants. Les deux groupes se sont

confrontés et l'Ulimo a repris le pouvoir dans le comté.»

A savoir s'il a vu des enfants soldats, le plaignant a répondu: «Plein: des enfants de 10 à 14 ans portant des fusils», tant membres de la faction de Taylor que de l'Ulimo. Il a confirmé que les femmes étaient contraintes à des relations sexuelles avec les hommes de Kosiah et que des rumeurs circulaient selon lesquelles des soldats arrachaient le cœur de personnes pour le manger cru.

S. a affirmé avoir vu Kosiah pour la première fois autour de mars 1993 lorsque celui-ci a sommé de «nombreux civils», dont lui-même, de se rassembler à une station d'essence de Zorzor. Il dit avoir vu et entendu le commandant rebelle – qui se faisait appeler «chief Kosiah» par ses soldats – ordonner en anglais de tuer sept civils, lesquels ont été exécutés à coups de marteau à la tête, entre autres par des enfants soldats. Parmi les victimes, il y avait le frère aîné de S.: «Une scène terrible. Ceux qui y ont assisté ont craint pour leur vie.»

Inquiet pour les siens

S. a plus tard été forcé, lorsqu'il avait 15-16 ans, avec d'autres civils, de transporter des munitions et d'autres marchandises d'une ville à l'autre, dans un climat de terreur et de violences, pour le compte de Kosiah. Interrogé sur l'atmosphère qui régnait à Zorzor pendant cette guerre, en particulier entre 1993 et 1995, S. a fait état d'une «situation très tendue» où «la population se sentait en danger. Une époque où n'importe qui pouvait tuer n'importe qui.» Il a aussi décrit un massacre à large échelle connu comme le Black Monday, que la population locale attribue à Kosiah.

S. a admis à la cour être actuellement terrifié et craindre pour les siens, sa démarche judiciaire pourrait lui coûter cher au Liberia. Il n'a d'ailleurs pas dit à sa mère qu'il venait témoigner en Suisse: «Elle ne m'aurait pas donné son consentement.» En marge du procès, Me Romain Wavre, qui défend S., souligne au *Temps* que la question de la sanction contre Kosiah n'est pas la priorité de son client. «Certes, le plaignant souhaite une condamnation juste, mais c'est la notion de justice – à laquelle il n'a pas accès au Liberia – qui prime.»

EN BREF

Le diocèse de Coire a son évêque

Le diocèse de Coire a un nouvel évêque, un an et neuf mois après le départ de Vitus Huonder. Le pape François a nommé Joseph Bonnemain, âgé de 72 ans. Joseph Bonnemain a été pendant des années juge au tribunal ecclésiastique du diocèse de Coire. Il avait déjà été placé par le pape sur la liste des trois personnes parmi lesquelles le chapitre de la cathédrale de Coire aurait dû élire le nouvel évêque en novembre dernier. La liste n'avait pas été acceptée. Le pape devait donc proposer une nouvelle liste ou nommer lui-même le nouvel évêque. Le diocèse de Coire a annoncé lundi que l'administrateur apostolique du diocèse Peter Bürcher avait félicité Joseph Bonnemain pour sa nomination. Peter Bürcher continuera à diriger le diocèse jusqu'à la consécration et l'installation du nouvel évêque. ATS

Intervention carnavalesque

Plus de 1000 personnes se sont rassemblées pour marquer le début du carnaval à Einsiedeln (SZ). La foule s'est dispersée lorsque la police a commencé à mettre des amendes. Malgré l'annulation du carnaval et l'interdiction de rassemblement en raison de la pandémie, plus de 1000 personnes ont voulu faire le traditionnel *Sühndiumzug*, le cortège qui marque le début du carnaval lundi à 9h. Prévoyant la présence de fêtards, la police était sur place avant l'heure, mais elle ne s'attendait pas à voir autant de monde. ATS